

G1000

PLATTFORM FÜR
DEMOKRATISCHE
INNOVATION

GESUCHT WIRD : MINISTER FÜR BÜRGERBETEILIGUNG (M/W)

MEMORANDUM FÜR DIE FÖDERALEN
REGIERUNGSBILDNER



Zusammenfassung

In dieser Wahlkampagne sind sich alle politischen Parteien einig, wenn es um die Notwendigkeit der demokratischen Erneuerung geht. Nach den Wahlen vom 25. Mai 2014 müssen die föderalen Regierungsbildner sich den großen Herausforderungen unserer parlamentarischen Demokratie stellen (schwindendes Vertrauen in die demokratischen Institutionen, ein großes Misstrauen gegenüber dem parteipolitischen System, zunehmend Stimmenthaltung usw). Am besten würde ihnen dies gelingen, wenn sie einen Minister (oder einen Staatssekretär) für Beteiligung ernennen würden.

Dieser Minister ist ein Mann/eine Frau, der/die großes gesellschaftliches Ansehen genießt und sich fern von dem parteipolitischen Gerangel hält. Im Laufe der kommenden Legislaturperiode testet er verschiedene Methoden der Bürgerbeteiligung, um in Sachen demokratische Erneuerung die nötige politische Erfahrung zu sammeln. Der Minister steht im Dialog mit verschiedenen Bereichen, mit den Bürgern und mit der Zivilgesellschaft. Er oder sie hat eine große Affinität für diese Thematik und verfolgt sowohl deren Entwicklung in Wissenschaft als auch im Ausland.

Anfangs wird die Bürgerbeteiligung rein beratend sein. Im Laufe der gesammelten Erfahrungen kann diese Beteiligung einen größeren Einfluss bekommen. Diese Prozesse können sowohl online als auch offline stattfinden, im großen Rahmen oder in einem kleineren, mit oder ohne Beteiligung von Politikern... Das Wesentliche ist die Suche nach neuen Formen von effektiver Beteiligung.

Die Einrichtung eines Ministeriums (oder Staatssekretariates) für Beteiligung reiht sich nahtlos ein in die föderale Tradition, Antworten auf neue Herausforderungen zu geben. Nach der „Administrativen Vereinfachung“ oder dem „Kampf gegen Betrug“ erkennt die Regierung somit logischerweise die außergewöhnliche Wichtigkeit der „Demokratischen Erneuerung“ an.

Die Wahlen von 2014 bieten eine einzigartige Chance, endlich die demokratische Erneuerung in Angriff zu nehmen. Die Parteien scheinen sich einig, die Bürger fordern sie ein; seit langer Zeit steht nun wieder eine längere Periode ganz ohne Wahlen an. Wenn wir jetzt nicht handeln, verlieren wir wieder fünf Jahre, fünf Jahre, in denen sich die Kluft zwischen den Bürgern und der Politik weiter vergrößern wird.

INHALTSANGABE

Memorandum für die föderalen Regierungsbildner	1
Inhaltsangabe	3
1. Wo stehen wir heute ?	4
Jeder will es: vorherrschender politischer Konsens.	4
Warum sollte die Föderalregierung in die demokratische Erneuerung investieren ?	9
Was passiert jetzt schon in Belgien ?	9
2. Wie steht es im Ausland mit der Mitsprache?	11
Die demokratischen Herausforderungen in der digitalen Ära	11
Die beratende Demokratie als Lösung	11
3. Worauf steuern wir zu ?	13
10 Gründe, weswegen Belgien einen Minister für Bürgerbeteiligung braucht	13
1. Wo muss diese Abteilung untergebracht werden?	14
2. Welches ist das ideale Profil für diesen Posten?	14
3. Was ist seine/ihre Aufgabe?	14
4. Wie können wir das konkretisieren ?	15
Mit wievielen Menschen ?	15
Wie verbindlich ist die Meinung der Bürger ?	15
Um welche Themen könnte es gehen ?	15
Dürfen die Politiker mitreden ?	16
Wie werden die teilnehmenden Bürger ausgewählt ?	16
Werden die Teilnehmer entschädigt ?	16
5. Und nach 2019 ?	17

1. WO STEHEN WIR HEUTE ?

Jeder will es : vorherrschender politischer Konsens

Es ist kaum zu glauben, aber einige Wochen vor den Wahlen, in einer Zeit, in der sich also eher Gegensätze herauskristallisieren, stellen wir erstaunt fest, dass sich alle politischen Parteien in einer Frage sehr einig sind: die Notwendigkeit von mehr Bürgerbeteiligung. Unabhängig ob Flame oder Wallone, ob links oder rechts, ob progressiv oder konservativ¹.

N-VA

"Democratie is voor de N-VA meer dan verkiezingen. Democratie betekent ook dat burgers zelf meebouwen aan de samenleving. Zowel de rol van de gemeenteraad als de betrokkenheid van de burger moet vergroot worden. Een versterking dus van de representatieve democratie, maar ook een pleidooi voor de participatieve democratie."

Officieel partijstandpunt, 2014

PS

« Des expériences conduites aux Etats-Unis et en Europe démontrent que « l'expertise » de simples citoyens, tirés au sort mais aussi formés et accompagnés, peut souvent ouvrir les débats traditionnels qui sont trop figés par les réflexes idéologiques ou par la peur de pertes électorales, et qu'elle peut parfois aider à former des compromis que les représentants élus n'osent pas suggérer. Grande leçon d'humilité pour les professionnels de la politique. De telles expériences sont désormais bien balisées, simples à mettre en œuvre et peu onéreuses. (...) Parce que le politique qui est vraiment sincère dans ses convictions démocratiques ne doit jamais craindre la parole du citoyen quand elle s'exprime dans un cadre délibératif qui respecte les arguments de chacun et cherche sincèrement à dépasser les barrières mentales. »

Paul Magnette, président du PS, La Libre et De Standaard, 19 février 2014.

« Une démocratie saine a non seulement besoin d'un parlement qui fonctionne et de représentation politique, mais aussi de formes de démocratie directe. (...) Nous, les politiciens, devons continuer à innover ».

Elio di Rupo, Premier ministre, Rapport final du G1000, 2012.

¹ Beim Vlaams Belang, der LDD und der FDF haben wir keine Aussagen zur politischen Erneuerung gefunden. In ihren Kommunikation erwähnen sie sie nicht, sprechen sich scheinbar auch nicht gegen sie aus.

MR

« Aux yeux des libéraux, la démocratie n'a jamais été figée: l'idée est d'ajouter au système représentatif des mécanismes permettant d'aller chercher directement l'avis des citoyens, de promouvoir leur intervention. Le tirage au sort peut y contribuer. »

Richard Miller, directeur du Centre Jean Gol, le centre d'études du MR, Le Soir, 15 mars 2014.

« Les relations de confiance entre les citoyens et les responsables politiques ont atteint un signal d'alarme. Pour restaurer la confiance et consolider la légitimité résultant de notre système représentatif, notre région ainsi que notre pays doivent se doter d'institutions dont la structure et le fonctionnement sont clairement identifiables. (...) Le désintérêt du citoyen pour la politique est en grande partie dû au fait que ce dernier n'est amené à se prononcer qu'une fois tous les quatre, cinq ou six ans, à l'occasion des échéances électorales. Permettre aux citoyens de s'exprimer ponctuellement sur des thèmes de société, et donc d'indiquer leur volonté aux représentants de la Nation, contribuera sans aucun doute à une meilleure motivation de la population et lui donnera une plus grande conscience politique. À l'heure où l'on parle beaucoup de démocratie directe, de renforcement de la participation citoyenne au mécanisme de décision politique, le moment est venu d'aller plus loin dans cette particularité d'une démocratie qu'est la consultation directe du citoyen sur des sujets qui le concernent. »

Programme électoral officiel 2014.

CD&V

« Le CD&V veut soutenir la participation. Les gens doivent être étroitement associés à la prise de décision et au fonctionnement du gouvernement. Un débat régulier et un espace de discussion mèneront à une politique à large base. »

Position officielle du Parti, texte final du Congrès Innesto, Novembre 2013.

« Aujourd'hui, l'homme occidental est autonome, très instruit, émancipé et plus libre que jamais. (...) Comment allons-nous traiter au mieux avec lui? Nous ne pouvons en aucun cas jeter le bébé avec l'eau du bain. L'autonomisation et les nouveaux médias sont en eux-mêmes une évolution positive. Nous devons juste apprendre à mieux composer avec. (...) Accorder une place importante à l'autonomisation civilisée, c'est un défi que les politiciens et les médias se doivent de relever. »

Marianne Thyssen, Députée européenne, De Standaard, 12 janvier 2012.

« Essayons d'expérimenter autour de grands thèmes. Le fait d'impliquer des citoyens dans les discussions, autour de la formulation de solutions, autour des problèmes où les partis sont aveugles et pas assez ouverts. La démocratie est, en effet, très délicate. Elle peut se détruire démocratiquement. C'est ce que nous avons vécu en Allemagne avant la guerre. »

L'ancien Premier ministre Jean-Luc Dehaene, De Zevende Dag, 6 octobre 2013.

Open VLD

« Si au VLD, nous voulions déjà donner la parole au citoyen dans les années nonante, aujourd'hui, vous pouvez vraiment aller plus loin et dire : l'engagement ne revient pas seulement à dire oui ou non, il consiste également en la recherche de solutions et de réponses. Pendant ce temps, vous devez simplement combiner les connaissances et l'expertise des gens. Je crois fermement que les personnes quelle que soit leur expérience - policier, ingénieur, infirmière – peuvent rechercher ensemble des solutions. Dans la mesure où ils ont tous un point de vue différent, vous obtiendrez de meilleures réponses. »

Gwendolyn Rutten, Présidente de l'Open VLD, Reyers, 22 octobre 2013 .

« Nous allons parler de la participation. (...) Pour cette raison, nous voulons, par analogie aux initiatives prises dans des villes comme Courtrai et Anvers, Malines et dans certains districts, mettre en place des expériences de budget participatif. Cela signifie que les citoyens aident à décider où l'argent des contribuables est dépensé. (...) Une participation réelle nécessite une bonne organisation et un équilibre pour une prise de décision efficace. Une participation apparente, un ensemble non transparent de consultations non démocratiques et de procédures sans fin sont des obstacles et font sombrer la société dans l'indécision. »

Avant-projet de Programme du Congrès, 12-13 Avril 2014.

SP.A

« Les élections sont une forme importante de participation et de contrôle démocratique; le suivi par des individus engagés, groupes de pression, associations et médias en sont une autre. Les deux doivent se compléter mutuellement. C'est la tâche du gouvernement démocratique de faire usage de ces nouvelles possibilités de participation. Les personnes qui participent assurent la légitimité, l'information, des décisions bien réfléchies et un gain de temps. »

Programme électoral officiel 2014

cdH

« La participation des citoyens est essentielle dans une démocratie moderne, car elle leur permet de s'impliquer dans le maintien et l'amélioration de leur cadre de vie. Elle est le meilleur moyen d'endiguer tout mouvement de rejet des institutions et améliore la qualité des politiques menées. »

Programme électoral officiel 2014.

« Dans un contexte de désenchantement et de défiance vis-à-vis du politique et des institutions démocratiques, recréer la confiance, susciter l'adhésion sont des préalables sans lesquels nulle réforme de fond ne sera possible, à tout le moins durablement. (...) La participation plus grande des citoyens peut prendre une forme plus novatrice. Je prône la création d'une commission parlementaire permanente chargée d'examiner et de se positionner vis-à-vis des recommandations citoyennes, fruit de panels citoyens tirés au sort, sur base volontaire. Ces panels seraient créés par le parlement ou par le gouvernement selon les besoins, afin d'associer les citoyens à une réflexion de

fond sur des sujets de société ou nécessitant une large adhésion populaire. Des expérimentations de ce type se multiplient dans le monde, et donnent des résultats globalement positifs. »

Hamza Fassi-Fihri, président du Parlement francophone bruxellois, Le Soir, 21 janvier 2014 .

« L'idée des panels citoyens est une bonne idée pour mieux impliquer l'ensemble des citoyens. »

Benoît Lutgen, président du cdH, RTL, Controverse, 30 mars 2014.

Ecolo

« Le développement de la participation, par l'ouverture de l'espace public au plus grand nombre, apparaît essentiel dans la reconquête du système démocratique par les citoyennes et les citoyens. Offrir à chacun la possibilité de participer pleinement à la décision politique revient à prendre au sérieux l'idéal démocratique. Les critères d'une discussion « raisonnable » ne peuvent jamais être tranchés à l'avance : tout le monde peut donc y apporter ses propres ingrédients. Cette volonté repose également sur une conviction plus large : si l'extension du processus de délibération en amont de la décision augmente la légitimité de la décision, cette légitimité accrue est également de nature à renforcer la qualité et l'efficacité des politiques publiques. (...) Pour Ecolo, il est donc nécessaire de compléter la démocratie représentative, reposant sur la désignation de mandataires élus, par des mécanismes de participation de la population, via lesquels elle peut s'approprier le processus de décision. »

Programme électoral officiel 2014.

Groen

“Democratie is een werkwoord: onze democratie is nooit af, en hoort zich aan te passen aan veranderende omstandigheden. (...) Democratie is meer dan om de vier, vijf of zes jaar een bolletje kleuren. Democratie is een permanent proces. Daarom wil Groen de representatieve democratie verrijken met allerlei vernieuwende vormen van betrokkenheid. Niet in de plaats van, maar als aanvulling op en versterking van de representatieve democratie. (...) Democratie is meer dan om de vier, vijf of zes jaar een bolletje kleuren. Democratie is een permanent proces. Daarom wil Groen de representatieve democratie verrijken met allerlei vernieuwende vormen van betrokkenheid. Niet in de plaats van, maar als aanvulling op en versterking van de representatieve democratie.”

Officieel verkiezingsprogramma 2014

« De zuiver representatieve democratie is aan het eind van haar adem gekomen. Het is een erfenis uit de hiërarchische, verticale maatschappij en past niet meer bij de horizontale netwerkmaatschappij die we vandaag kennen. Het idee dat de kiezer zijn stem in bewaring geeft aan de politicus van zijn keuze gedurende een hele legislatuur, is voorbijgestreefd. Burgers willen voortdurend betrokken worden bij de besluitvorming. Ze vormen een mening, willen mee debatteren en ernstig genomen worden in dat debat. En terecht. We moeten overstappen naar een interactieve democratie met open planningsprocessen, waarin collectieve expertise voluit gewaardeerd en gebruikt wordt.»

Wouter Van Besien, Président de Groen, Beter. Hoe groene verandering een groot verschil maakt
(2014)

«La démocratie est en perpétuelle évolution: notre démocratie n'est jamais atteinte et demande à s'adapter aux changements de contextes. (...) La démocratie est plus que colorier une case tous les quatre, cinq ou six ans. La démocratie est un processus permanent. C'est pourquoi Groen souhaite que la démocratie représentative soit enrichie avec toute une série de nouvelles formes de participation. Pas à la place de, mais en complément ou en renforcement de la démocratie représentative. (...) »

Programme électoral officiel 2014

PP

« Le Parti Populaire entend remettre les citoyens du pays au centre du jeu politique en leur donnant pleinement la parole à travers l'instauration du référendum sur des sujets essentiels. (...) Les études démontrent que les dépenses publiques sont largement inférieures là où les citoyens sont consultés. »

Programme électoral officiel 2014.

PvdA+ / PTB

« Nous prônons une démocratie plus directe, plus dynamique, plus axée sur la participation. (...) Il faut une interaction constante entre les gens, les voisins, les travailleurs dans les entreprises et les responsables politiques. Nous voulons une plus grande participation des citoyens. »

Programme électoral officiel 2014.

Äußerst selten in der politischen Geschichte eines Landes findet man so etwas wie einen Konsens, der über die Parteigrenzen hinaus erwächst. Das ist hier der Fall. Diese Chance sollten wir uns nicht entgehen lassen.

Warum sollte die Föderalregierung in die demokratische Erneuerung investieren ?

Es ist kein Zufall, dass alle politischen Parteien heute für mehr Mitspracherecht der Bürger plädieren. Wer mit den Zahlen vertraut ist, weiß dass viel zu tun ist:

- Bei den Gemeinderatswahlen von 2012 gingen 15 % der Stimmberechtigten nicht wählen. Das sind mehr als eine Million Bürger: Nie war die Wahlabstinenz so hoch trotz unserer Wahlpflicht.
- In Belgien sind nur mehr 5% aller Wähler Mitglied einer politische Partei, was einer Halbierung in dreißig Jahren entspricht. Nie waren es so wenige. Darüber hinaus sind die meisten von ihnen nicht einmal aktives Mitglied.
- 67% der belgischen Bevölkerung betrachten die politischen Parteien als korrupt oder äußerst korrupt (Transparency International, 2013). Damit sind sie die Institutionen des Landes, denen man am wenigsten traut. Was bedeutet das für die Gesundheit unserer Demokratie, wenn die politischen Parteien, dh die Hauptakteure unseres politischen Regimes, als die korruptesten Institutionen der Gesellschaft angesehen werden?

Und dennoch zögern viele Politiker, dem Bürger mehr Mitspracherecht einzuräumen. Sie scheinen schlechte Erfahrung damit zu haben. Mitsprache steht in dem Fall gleich mit dem „bösen Bürger“, der ihre Entscheidungen vor dem Staatsrat anführt, Beschwerdeschreiben einreichen und die Entscheidungsfindung ins Endlose ziehen. „Vielleicht gibt es schon zu viel Demokratie“, hört man bisweilen.

Aber ist das wirklich erstaunlich? Wenn die Bürger nicht von vorne herein beteiligt werden, reagieren sie hinterher. Wenn die Beteiligung sich auf das Beschwerde einreichen

beschränkt, wächst die Frustration auf beiden Seiten. Bürger und Politiker halten sich gegenseitig in der Greifzange.

Mitsprache muss kein Falle in der Prozedur bedeuten. Wer Bürger möglichst früh bei der Beschlussfindung einbezieht, schafft viel guten Willen. Und erhöht die Effizienz. Daher wird den „frühen Formen von Mitbestimmung“ gerade viel Aufmerksamkeit zuteil. Bürgerbeteiligung ist im Kommen.

Eine Regierung, die in einem frühen Stadium der Beschlussfindung mit viel blanko Papier auf den Bürger zugeht, zeigt nicht Zeichen von Schwäche sondern von Kraft und Selbstvertrauen.

Was passiert jetzt schon in Belgien ?

Was die Bürgerbeteiligung betrifft, so ist steckt unser Land nicht mehr in den Kinderschuhen. Seit einigen Jahren schon gibt es verschiedene lokale Initiativen, die die Bürger aktiv einbeziehen wollen, sei es in den drei Regionen oder auf Gemeindeebene. Auch gibt es immer mehr Gemeinden, die einen Schöffen der Beteiligung einführen.

Aber dieses Phänomen finden wir nicht nur auf lokaler Ebene. Neben den Gemeinden gehen auch die nationalen Parteien und die Regierungsinstanzen auf Suche nach mehr Bürgerbeteiligung. Es folgt eine Liste von einigen neueren Initiativen:

1. Der Mitsprache-Haushalt im Bezirk Antwerpen (N-VA und Open VLD)
2. Der Mitsprache-Haushalt der Stadt Mons (PS und MR)
3. Der Mitsprache-Haushalt vom CPAS aus Charleroi
4. Die sogenannten « Viertelverträge » in Brüssel
5. Der G360 in Genk, nach der Schließung von Ford (CD&V und sp.a)
6. Der M34 über das Parteiprogramm (Open VLD)
7. Der G100 über den Unterricht (Groen)
8. Der K35 in Kortrijk (u.a. Open VLD), der G100 in Kuurne (CD&V),...
9. Der Mitspracheprozess zur wallonischen Strategie der nachhaltigen Entwicklung (SWDD, Wallonie)
10. Der DG100 der Deutschsprachigen Gemeinschaft (in Planung)
11. Der 'G20.000' vom Föderalen Zentrum für Gesundheitsorge (KCE)
12. 'Ieders stem telt' vom "Samenlevingsopbouw" mit 5000 Menschen aus benachteiligten Milieus.

Darüber hinaus hat sich Belgien in den letzten Jahren in Sachen Bürgerbeteiligung zu einem Musterbeispiel weiterentwickelt.

- Die König-Balduin-Stiftung ist ein international sehr anerkannter Akteur in Sachen „Lenkung“ ('gouvernance').
- Die Stiftung für zukünftige Generationen beschäftigt sich seit fünfzehn Jahren schon Beteiligungsprozessen.
- Der G1000 hat eine große Anzahl Bürger mit der beratenden Demokratie bekannt gemacht.
- Organisationen wie „De Wakkere Burger“, „Kwadraet“, „Socius“, „Netwerk Participatie“, „Eidos“ und „Sociumi“ haben viel Erfahrung mit Bürgerbeteiligung.
- An verschiedenen Universitäten werden Recherchen über die beratende Demokratie durchgeführt.
- Belgische Betriebe wie Synthetron, CogniStreamer oder Instavi.be entwickeln neue Software für demokratische Beratungen.

2. WIE STEHT ES IM AUSLAND MIT DER MITSPRACHE ?

Die Krise der Demokratie beschränkt sich nicht allein auf Belgien. Alle westlichen Länder kämpfen mit einem starken Vertrauensverlust in das parteipolitische System. Democracy in Europe can no longer be taken for granted lautete der düstere Titel einer großangelegten neueren Studie der Britischen Denkfabrik Demos. Alle müssen sich mit der weltweiten Entwicklung in Sachen Technologie auseinandersetzen.

Die demokratischen Herausforderungen in der digitalen Ära

Es ist Tatsache: Die sozialen Medien haben für eine Kommunikationsrevolution gesorgt, auch was das Verhältnis zwischen Bürger und Politik betrifft. Wo ein Bürger Anfang 2000 minutenschnell seinen Hunger nach Nachrichten stillen konnte via Radio, Fernsehen und Internet, geschieht dies mittlerweile sekundenschnell. Darüber hinaus ist derselbe Bürger nicht länger der brave Empfänger, der er oder sie einst war. Im Jahr 2014 entscheiden er oder sie mit, was aktuell, was Tagesgeschehen ist, wie das aussieht, was einen Hype verdient und was nicht. Die neue Realität fördert das Beste nach oben, denken wir nur an den Arabischen Frühling. Jedoch ist nicht alles Gold, was glänzt. Manchmal scheinen wir auch festzustecken im festen Zangengriff der Gegenwart. Einer Gegenwart, die schon eine Stunde später der Vergangenheit angehören mag. Das vereinfacht bei weitem nicht die Aufgabe der Politiker: Wer heute Politik betreibt, wird konstant beurteilt von zuschauenden, „share“-enden und bestenfalls „like“-enden Bürgern. Doch ist von wahren Dialog, von einem wahren demokratischen Ort der Begegnung nicht die Rede.

Die beratende Demokratie als Lösung

In den neunziger Jahren entstand die beratende oder mitbestimmende Demokratie. Der Ausgangspunkt war, die Kluft zwischen Herrschern und Beherrschten zu überwinden. Dieses Paradigma trat auf parallel zu dem, was als globale Krise der westlichen repräsentativen Demokratie angesehen werden kann.

Diese Krise äußert sich durch den graduellen Rückgang der politischen Beteiligung, der Zunahme der Wahlabstinz und durch wachsendes Misstrauen der Bürger in die politische Führung. Dies alles sind Symptome für eine Demokratie, die nicht länger optimal funktioniert. Symptome, die wir besser nicht ignorieren: Wenn die Entscheidungsträger nur noch auf eine kleine, wankende und zögernde Basis Rechnen können, muss deren Rechtmäßigkeit in Frage gestellt werden. Wir haben es also mit einem Legitimitätsproblem zu tun. Die Frage ist, was wir dagegen tun können.

Oft werden Volksbefragungen als Alternative in den Vordergrund gerückt. Es ist jedoch Tatsache, dass diese Form von Demokratie, obwohl sie dem Bürger direkt das Wort erteilt, selten zu einem wahren Dialog und Ideenaustausch führt. Beratende Demokratie tut dies sehr wohl. Eine Gruppe per Losverfahren ausgewählter Bürger, die zu ihrer Information auf das Wissen von Fachleuten zurückgreifen können, hat zwei Vorteile: Es den Bürgern erlauben, sich eine eigene Meinung zu oft sehr komplexen Themen zu bilden; und über den Prozess der Mitbestimmung den Aufbau des gesellschaftlichen Zusammenlebens mitzugestalten.

Bekannte Modelle der beratenden Demokratie auf nationaler Ebene sind:

- British Columbia (Canada): Citizens' Assembly on Electoral Reform, 2004
- Ontario (Canada): Citizens' Assembly on Electoral Reform 2006-2007
- Die Niederlande: Bürgerforum Kiesstelsel 2006
- Island: Grundwetgevende assemblee 2012
- Irland: Convention on the Constitution 2013-2014

Irland als Wegweiser: vom Stimmrecht zur Mitspracherecht

Aus den verschiedenen Initiativen der beratenden Demokratie tritt die Konvention des Irischen Grundgesetzes (CCI) ganz besonders hervor. 100 Personen wurden zusammengebracht: 66 'normale' ausgeloste Bürger, 33 Politiker und ein unabhängiger Vorsitzender. Diese Gruppe hatte zur Aufgabe, das Irische Grundgesetz neu zu verfassen. Diese wurde immer als veraltet betrachtet (so bestrafte das Grundgesetz noch Gotteslästerung und ermutigte die Frauen dazu, sich den Haushaltspflichten zu widmen). Es gab also einiges zu tun. Insgesamt wählte die Regierung 8 Themen aus, allesamt Themen, für die intern weder ein Kompromiss noch eine mögliche Lösung gefunden worden war. Jeden Monat wurde während eines Wochenendes ein Thema besprochen, von dem Herabsetzen des Wahlalters bis zur Hochzeit homosexueller Paare. Dieses letztere Thema illustriert das enorme Potential von beratenden Prozessen: Während in Frankreich diese Frage die Gemüter erhitzte und in gewalttätigen Massendemonstrationen kulminierte, kamen die Iren nach dem Anhören der verschiedenen Standpunkte und nach stundenlangen Debatten zu der nuancierten und von allen getragenen Entscheidung, dass die Eheschließung homosexueller Paare möglich sein müsse.

Nach diesem ein Jahr dauernden mitbestimmenden Prozess hat die irische Regierung beschlossen, ein Referendum zu organisieren zu den Empfehlungen der Gruppe. Unterdessen hat diese Initiative

viel Applaus erhalten für die inhaltliche Qualität der Resultate, Resultate, die von Politikern und „normalen“ Bürgern gemeinsam erarbeitet wurden.

Die wichtigsten Lektionen aus Irland sind :

- Per Losverfahren ausgewählte Bürger wollen und können mit beraten über wichtige gesellschaftliche Herausforderungen;
- Der Dialog zwischen ausgelosten Bürgern und gewählten Politikern verstärkt gegenseitiges Vertrauen und Respekt;
- Das Vermischen von ausgelosten und gewählten Bürgern erhöht die Wirkungskraft der Beschlussfindung und deren Konkretisierung;
- Die Obrigkeit, die Bürgerbeteiligung fördert verliert nicht Macht, sondern gewinnt Ansehen und Wirkungskraft;

3. WORAUF STEUERN WIR ZU ?

10 Gründe, weswegen Belgien einen Minister für Bürgerbeteiligung braucht

1. Die revolutionären Entwicklungen in Informatik und Kommunikationstechnologien sorgen für eine neue Mündigkeit der Bürge und deren größeres Verlangen nach mehr Mitspracherecht.
2. Die Demokratisierung des Unterrichts hat dazu geführt, dass Belgien heute über die am besten ausgebildete Bevölkerung verfügt seit jeher.
3. Dieser Reservetank an Wissen und Energie wird selten genutzt: Noch besteht die Demokratie in Belgien hauptsächlich darin, alle vier Jahre ein kleines Kästchen bunt zu machen.
4. Das Vertrauen in die politischen Parteien erreicht einen historischen Tiefpunkt, Mitgliedschaft in einer Partei liegt brach; Wahlabstinenz nimmt zu, und das trotz Wahlpflicht.
5. Belgien hat während der Hälfte des vorherigen Jahrhundert viel in die Staatsreform investiert, aber nichts in die Reform der Demokratie. Ein Update ist bitter nötig.
6. Unser demokratisches System ist seit 1830 unverändert: Das Wahlrecht wurde erweitert (quantitative Demokratisierung), aber das Mitspracherecht bleibt sehr beschränkt (qualitative Demokratisierung).
7. Die großen Herausforderungen unserer Zeit verlangen nach neuen Verbindungen zwischen Bürgern und Obrigkeit. Das heute vorherrschende Misstrauen muss sich umwandeln in gemeinsames Handeln. Das würde die Legitimität und ein gegenseitiges Vertrauen zwischen Herrschern und Beherrschten fördern.
8. Die Föderalregierung ist es gewohnt, kreativ mit neuen Bedürfnissen umzugehen. So wurden in den vergangenen Jahren spezifische Posten wie „Informatisierung“, „Umwelt“, „administrative Vereinfachung“ oder „Betrugsbekämpfung“ geschaffen. Der Ruf nach einem Minister/Staatssekretär für demokratische Erneuerung schließt nahtlos daran an.
9. Belgien gehört zu den Europäischen Vorreitern in Sachen Bürgerbeteiligung: auf lokaler Ebene, die Zivilgesellschaft, die Unternehmen, die Stiftungen und die Universitäten haben viele Kompetenzen in diesem Bereich angesammelt.
10. Sollte die Föderalregierung jetzt die Initiative in Sachen demokratischer Erneuerung zu ergreifen, wo wäre Belgien das erste EU-Land mit einen Minister/Staatssekretär für Bürgerbeteiligung.

Die Legislaturperiode 2014-2019

In unserer heutigen Informations- und Kommunikationsgesellschaft ist es undenkbar, dass sich der Einfluss der Bürger auf das Färben eines Kästchens alle X Jahre beschränkt. Daher unternimmt die Föderalregierung in der Legislaturperiode 2014-2019 ernsthafte Schritte in Sachen demokratischer Erneuerung. Die zukünftige Koalition entscheidet sich ganz bewusst für einen Minister/einen Staatssekretär für Bürgerbeteiligung und dem Bereitstellen der adäquaten Mittel. Somit versenden die politischen Verantwortlichen unseres Landes, die nun schon auffallend einig nach mehr Bürgerbeteiligung fordern, ein starkes Signal: Sie lassen den Worten Taten folgen. Sie zeigen, dass es ihnen wirklich ernst ist mit ihrem Ideal der demokratischen Erneuerung. Sie beweisen, dass ihnen die Stimme der Bürger nicht nur am Wahltag wichtig ist, sondern auch zwischen den Wahlen.

Sich für mehr Bürgerbeteiligung entscheiden heißt, dass die Föderalregierung nach geeigneten Methoden sucht, die jeden zu Wort kommen und seinen eigenen Platz finden lassen im Gespräch über die Zukunft unseres Zusammenlebens. Unnötig zu betonen, dass für demokratische Erneuerung auch auf nationaler Ebene von den Regionen, Gemeinschaften, Provinzen und Gemeinden angestrebt werden muss. Umgekehrt kann die schon gesammelte Erfahrung auf niedrigeren Verwaltungsebenen die Aktionen auf föderaler Ebene nähren und unterstützen.

Der Koalitionsvertrag

Die Regierungsbildner, die den Posten ins Leben rufen werden, sollten sich am besten während der Verhandlungen schon über folgende Fragen beugen.

1. Wo muss diese Abteilung untergebracht werden ?

Demokratische Erneuerung genau wie Betrugsbekämpfung und administrative Vereinfachung betrifft viele Abteilungen. Sollte der Koalitionsvertrag sich für einen Staatssekretär entscheiden, so würde die Funktion am besten dem Innenministerium zugefügt werden, welches jetzt schon für die Organisation der Wahlen zuständig ist, oder dem Premierminister. Sollte ein eigener Ministerposten geschaffen werden, so stellt sich diese Frage nicht.

2. Welches ist das ideale Profil für diesen Posten ?

Der Minister oder Staatssekretär für Bürgerbeteiligung (m/w) ist eine glaubwürdige Führungskraft, die es versteht, konstruktiv zwischen den verschiedenen Abteilungen zu jonglieren, und mit der Zivilbevölkerung, der wissenschaftlichen Recherche und dem organisierten Mittelfeld konstruktiv umgehen kann. Er oder sie besitzt außergewöhnlich viel Affinität mit der Thematik und kennt die Entwicklungen in Sachen demokratischer Erneuerung sowohl im Ausland als auch in der Wissenschaft. Er/sie genießt großes gesellschaftliches Ansehen und ist bekannt für seine/ihre moralische Integrität.

3. Was ist seine/ihre Aufgabe ?

Der Regierungsvertrag formuliert die Stellenbeschreibung des neuen Postens und die Erwartungen der Regierung. Der Minister oder Staatssekretär für Bürgerbeteiligung sollte zwischen 2014 und 2019 verschiedene Prozesse der Bürgerbeteiligung initiieren, um zu untersuchen, welche Formen der Mitbestimmung zu welchen Zeitpunkt angebracht sind. Dies kann auf nationaler Ebene in groß angelegten Formen stattfinden mit hunderten von Teilnehmern, es kann jedoch ebenso um gerafftere Formen von Bürgerpanels gehen mit einem oder mehreren Duzend Teilnehmern. Er/sie muss politische Erfahrung sammeln in Sachen öffentliches Mitspracherecht und ausgehend davon einen Handlungsplan entwickeln für demokratische Innovation auf lange Sicht.

4. WIE KÖNNEN WIR DAS KONKRETISIEREN ?

Mit wievielen Menschen ?

Die beratende Demokratie kann viele Formen annehmen. Der zukünftige Minister (oder Staatssekretär) für Bürgerbeteiligung kann je nach Zielsetzung verschiedene Formeln der Mitbestimmung austesten:

- Bürgerpanel: 12 – 48 Teilnehmer an drei Wochenenden
- Bürgergipfel: 200 – 1000 Teilnehmer, die an 10er-Tischen sitzen während 1 oder 2 Tagen
- Brainstormingsitzungen: 1000 – 10.000 Teilnehmer, zeitgleich online, während 1 Stunde
- eine Kombination der oben genannten Möglichkeiten

Die Prozesse können ebenso online als auch offline stattfinden. Nur offline arbeiten erkennt die Möglichkeiten des Internets, jedoch nur via Internet arbeiten erkennt die Wichtigkeit von direkten Interaktionen mit Gegenüber und die Tatsache, dass nicht alle online sind. Eine Kombination aus beiden ist angebracht.

Wie verbindlich ist die Meinung der Bürger ?

Die Regierung kann Bürgerbeteiligung organisieren, um Bürger :

- lediglich zu informieren
- nach einer unverbindlichen Empfehlung zu fragen
- nach einer Empfehlung zu fragen, die anschließend ans Parlament geht
- nach einer Empfehlung zu fragen, die anschließend einer Volksbefragung unterworfen wird
- nach einer Empfehlung zu fragen, die unmittelbar verbindlich ist.

Da die Regierungsperiode 2014-2019 als Pilotphase dient, ist es wichtig, keine falschen Erwartungen zu wecken. Die Regierung täte daher gut daran, bei den ersten Mitspracheprozessen langsam an den Start zu gehen. Nach dem die Vertrautheit mit solchen Prozessen gewachsen ist, kann sie mehr Ehrgeiz an den Tag legen. Egal jedoch welche Formel ausgewählt wird, die Sache ist klar: Die Regierung muss stets sehr klar über die Zielsetzung des Mitbestimmungsprozesses kommunizieren. Das verhindert peinliche Missverständnisse.

Um welche Themen könnte es gehen ?

Die beratende Demokratie kann der klassischen repräsentativen Demokratie eine sinnvolle Ergänzung sein, besonders bei Themen wie :

- Langzeitplanungen wie Klima, Energie, Mobilität, Migration...
- ethische Fragen: Euthanasie, Glaubensfragen, frühzeitige Freilassung von Strafgefangenen...
- Fragen, die von der Föderalregierung nicht beantwortet werden können: Wahlrecht für Minderjährige, Anpassung des Wahlrechtes...
- Fragen, die verschiedene Bereiche betreffen: Burnout, Selbstmord, Gesundheitswesen...

Die Regierung kann die Tagesordnung auch in Absprache mit den Bürgern festlegen.

Dürfen die Politiker mitreden ?

Mitbestimmende Demokratie kann nur mit Bürgern unter sich ausgeführt werden, in Irland jedoch wurden Politiker und Bürger zusammengeführt, um Hand in Hand zu arbeiten. Das sorgte für mehr Respekt in der Öffentlichkeit und für mehr Legitimität, sowie für einen größeren Einfluss auf die Politik.

Wie werden die teilnehmenden Bürger ausgewählt ?

Im großen und ganzen gibt es zwei Möglichkeiten, ein Panel zusammenzustellen :

- Die Bürger können sich freiwillig melden
- Die Bürger müssen von der Obrigkeit dazu aufgefordert werden

Auf ersten Blick erscheint die erste Möglichkeit als vorteilhaft: Sie sind auf alle Fälle interessiert und motiviert. Außerdem ist diese Möglichkeit billiger. Die Regierung organisiert in diesem Fall z.B. einen Aufruf zu einem öffentlichen Brainstorming mit 200 Teilnehmern, um die 4000 schreiben sich hierzu ein, aus dieser Gruppe lost die Regierung eine möglichst unterschiedliche Gruppe aus.

Anziehend, aber verräterisch. Arbeiten mit Selbstanmeldung bringt immer enorme Verzerrungen mit sich: ältere, weiße Männer mit hohem Schulabschluss aus der Mittelschicht sind immer überrepräsentiert. Somit ginge nicht nur wichtiges Input verloren, sondern verlöre die Regierung in ihrem Streben nach politischer Chancengleichheit. Selbstanmeldung ist für die beratende Demokratie, was das Zensuswahlrecht für die repräsentative Demokratie war: eine unehrliche Übervorteilung einer Elite.

In einer modernen Wissens- und Kommunikationsgesellschaft hat jeder Bürger Anrecht auf Mitsprache. Dieses Anrecht muss dann auch ehrlich verteilt werden. Anders gesagt: Jeder Bürger muss die gleiche Chance haben, um an einem mitbestimmenden Prozess teilzuhaben. Die beste Art und Weise, diese Gleichheit zu erlangen, ist das Auslosen. Ein Beispiel kann die Prozedur sein, mit der heutzutage die Jurys von Schwurgerichten zusammengestellt werden.

Wie dem auch sei, die Regierung sorgt bei dem Zusammenstellen eines Bürgerpanels für größtmögliche Verschiedenartigkeit und garantiert das Prinzip der Inklusivität, um eine politischen Chancengleich zu gewährleisten.

Werden die Teilnehmer entschädigt ?

Um eine größtmögliche Verschiedenartigkeit zu gewährleisten, sollte die Föderalregierung die Teilnehmer eines Mitbestimmungsprozesses korrekt entschädigen. Keine Boni, jedoch eine gerechte Entschädigung, die die Unkosten deckt und den Einsatz honoriert. Dies ist Teil eines gesunden Umgangs mit Bürgerbeteiligung.

5. UND NACH 2019 ?

Die Sorge um eine gesunde Demokratie kann nicht nur mit einer einmaligen Vitaminkur beseitigt werden. Friedliche, demokratische Erneuerung ist ein langjähriger Prozess. Wenn die Legislaturperiode 2014-2019 der richtige Zeitpunkt ist, wesentliche politische Erfahrung in Sachen Bürgerbeteiligung zu sammeln, dann dient die Zeit nach 2019 dazu, diese Erfahrungen langfristig in unserem demokratischen Modell fest zu verankern. Demokratie ist nie abgeschlossen. Die Suche nach Erneuerung muss weitergeführt und vertieft werden, auch nach 2019.

Nach zwei Jahrhunderten klassischer repräsentativer Demokratie arbeiten Bürger und Politik Hand in Hand, um das dringend erforderliche research and development unseres demokratischen Systems zu ermöglichen.

Am 25. Mai gibt der Bürger seine Stimme ab, aber nicht sein Mitspracherecht. Der Streit für mehr Bürgerbeteiligung ist im wesentlichen die Fortsetzung des Kampfes für das allgemeine Wahlrecht. Damals ging es um Wahlrecht, heute um Mitspracherecht. Im wesentlichen geht es um die fortschreitende Demokratisierung der öffentlichen Beschlussfindungen.

Eines ist gewiss: **Wir stehen 2014 vor einer einmaligen Chance**, ein *window of opportunity*, das sich nicht häufig auftut:

- die Parteien sind sich einig
- die Bürger fordern es
- die Demokratie strebt es an

Darüber hinaus: Nach dem 25. Mai erleben wir zum ersten Mal seit vielen Jahren einen längeren Zeitraum ohne Wahlen. **Wenn wir jetzt nicht handeln, verlieren wir wieder fünf Jahre**, fünf Jahre in denen viel strukturelles Misstrauen noch weiter ansteigen kann. Jetzt oder nie. Geben wir der Bürgerbeteiligung eine Chance.

Dieses Memorandum wurde vom G1000 aufgestellt.

Text: David Van Reybrouck, Jonathan Moskovic, Cato Léonard

Redaktion: Didier Caluwaerts, Miriana Frattarola, Aline Goethals, Vincent Jacquet, François Xavier Lefebvre, Min Reuchamps, Peter Vermeersch

Übersetzung ins Deutsche: Fatma Girretz

Der G1000 ist eine unabhängige Plattform für demokratische Erneuerung, von der Stiftung für zukünftige Generationen beherbergt.

www.g1000.org